## L'ONU met un terme au mandat des policiers burundais en Centrafrique

@rib News, 04/06/2016 â€" Source AFP Les Nations unies ont annoncé vendredi qu'elles ne renouvelleraient pas le mandat des policiers burundais en mission pour l'ONU en Centrafrique, en réaction à des accusations d'exactions commises par ces forces de l'ordre au Burundi avant leur déploiement. Cette décision suit "les accusations actuelles d'atteintes sérieuses et persistantes aux droits de l'homme au Burundi", a précisé Stefan Feller (photo), conseiller principal des Casques bleus sur les questions policiÃ"res.

Les 280 policiers burundais en poste ne seront pas remplacés lorsque leur mission à Bangui, la capitale centrafricaine, s'achÃ" vera aux alentours de septembre. Une ONG burundaise, Focode, avait demandé en fé vrier aux Nations unies d'enquÃater sur des accusations d'exactions commises par des policiers burundais qui se trouveraient maintenant Ã Banqui, "Compte tenu de la situation actuelle au Burundi, d\(\tilde{Q}\)cision a \(\tilde{A}\)orise \(\tilde{A}\) prise \(\tilde{A}\) l'ONU de ne pas remplacer les brigades de police servant dans le pays (la Centrafrique, ndlr) lorsque leur mission s'achÃ" vera", a indiqué le porte-parole de l'ONU Farhan Hag. Focode accuse le président du Burundi. Pierre Nkurunziza, d'avoir récompensé, en les envoyant participer à des missions de l'ONU, plusieurs soldats et policiers qui ont participé à la répression de ses opposants. Certains auraient tiré à balles réelles sur des manifestants à Bujumbura, la capitale, et auraient été impliqués dans de actes de tortures, des viols, des exécutions sommaires et des attaques menées sur des hôpitaux, selon l'ONG. Contrairement aux policiers, aucune décision n'a pour l'instant été prise concernant les quelque 840 militaires venus du Burundi qui participent à la mission de l'ONU en République centrafricaine (Minusca). Des responsables de l'ONU ont toutefois indiqué qu'ils étudiaient les dossiers des soldats burundais. "Nous allons continuer à surveiller la situation dans le pays et nous déciderons en conséquence de l'avenir du déploiement des militaires", a indiqué un responsable de l'ONU sous couvert d'anonymat. Le Burundi participe depuis 2014 A la Minusca, qui a dA

ployA

12.000 hommes en Centrafrique. Le Burundi a plongé dans une grave crise émaillée de violences qui ont déjà fait 500 morts lorsque le président Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature pour un troisiÃ"me mandat, avant d'être réélu en juillet.